

OBJECTIFS MILITAIRES, INTÉRÊTS FINANCIERS

Halliburton, profiteur de guerre



En absorbant, en 1962, une société aux multiples relations politiques, l'équipementier Halliburton est entré dans la cour des grands. Parrainée par le futur président Lyndon Johnson, la firme réalisa alors de gigantesques profits sur des marchés publics truqués. Une fois Johnson élu président des États-Unis, Halliburton devint le premier fournisseur de l'armée US au Vietnam. Le même processus se reproduisit dans les années 90, lorsque la firme fut dirigée par Dick Cheney. Et, celui-ci entré à la Maison-Blanche, Halliburton devint le principal fournisseur de la Coalition en Irak.

page 2

Les recettes de propagande anti-irakienne resservent au Soudan

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

William Kristol et Vance Serchuk plaident pour une intervention US au Darfour en utilisant deux arguments : le « génocide des Noirs par les Arabes », (réfuté par la communauté internationale) et l'usage par Khartoum contre sa population des armes de destruction massive irakiennes qui auraient transité par la Syrie. Les deux auteurs créditent leurs informations en citant *Die Welt* qui les tient des services secrets de la Coalition.

page 10

REPÈRE : 23 SEPTEMBRE 1828

La folie de Shaka Zoulou

Shaka, fondateur de l'empire Zoulou en Afrique du Sud devient roi en 1816, sa tribu est parmi les plus petites de la région et ne compte qu'un millier de membres. Il révèle son talent de planificateur militaire et d'homme politique en créant des régiments disciplinés et équipés d'une nouvelle arme, la lance *assagai* à longue lame qui assure sa suprématie. Les Zoulous soumettent rapidement les tribus voisines, les intégrant à chaque fois au royaume et à l'armée de conquête. En 1823, toute la province du Natal est sous son contrôle et Shaka négocie d'égal à égal avec les colons européens qui veulent s'y installer. Mais en 1827, la mort de sa mère le rend fou. Il fait sacrifier des centaines de guerriers sur sa tombe et proclame un deuil général. Pendant un an, il est interdit de chanter ou de rire, mais aussi de planter ou de semer quoi que ce soit. Toute femme enceinte pendant cette période est décapitée. Le royaume est totalement désorganisé par ces mesures et les tribus soumises se soulèvent. C'est alors que son frère Dingane l'empoisonne, le 23 septembre 1828, et prend la couronne. ■



LA MENACE AL QAÏDA MANQUE DE CRÉDIBILITÉ, SELON LES AGENCES DE RENSEIGNEMENT US

Bill Gertz, journaliste du *Washington Times* où il répand la bonne parole du Pentagone, rend compte, dans un article paru le 21 septembre, de l'inquiétude des agences de renseignement états-uniennes quant à l'éventualité d'une nouvelle attaque « spectaculaire » fomentée par l'organisation terroriste Al Qaïda. D'après les responsables interrogés par Bill Gertz, la nécessité d'organiser un nouvel attentat est apparue à Al Qaïda du fait qu'« ils pensent que leur crédibilité est menacée parce qu'il n'y a pas eu d'attaque majeure depuis le 11 septembre ». Les attentats les plus meurtriers survenus depuis (187 morts et 310 blessés à Bali, 190 morts et 1297 blessés à Madrid) ne seraient donc pas l'œuvre de l'organisation d'Oussama ben Laden. Les informations distillées par les officiels états-uniens indiquent que l'attentat pourrait avoir lieu entre le 2 novembre, jour de l'élection présidentielle, et le 20 janvier 2005, date à laquelle le nouveau président états-unien prendra officiellement ses fonctions. Mais une telle opération renforcerait-elle la crédibilité d'Al Qaïda ou bien celle de ceux qui, à Washington, prétendent qu'elle existe ? ■

Objectifs militaires, intérêts financiers

Halliburton, profiteur de guerre

En absorbant, en 1962, une société aux multiples relations politiques, l'équipementier Halliburton est entré dans la cour des grands. Parrainée par le futur président Lyndon Johnson, la firme réalisa alors de gigantesques profits sur des marchés publics truqués. Une fois Johnson élu président des États-Unis, Halliburton devint le premier fournisseur de l'armée US au Vietnam. Le même processus se reproduisit dans les années 90, lorsque la firme fut dirigée par Dick Cheney. Et, celui-ci entré à la Maison-Blanche, Halliburton devint le principal fournisseur de la Coalition en Irak.



Cet article est le second d'une enquête en deux volets. Le premier, [Halliburton ou le pillage de l'État](#) exposait l'ascension fulgurante de la petite société créée au début du siècle dernier.

La fusion de Brown & Root avec Halliburton prend forme peu de temps après la mort d'Herman Brown en 1962, quand son frère George en prend la tête et décide de mener les négociations. L'accord est finalisé fin 1962, Halliburton rachetant 95 % des parts de Brown & Root pour la somme de 36 750 000 dollars et intégrant George Brown dans son conseil d'administration. Cette fusion pouvait difficilement se réaliser tant qu'Erle Halliburton et Herman Brown étaient vivants ; le premier détestait le milieu politique dans lequel les Brown évoluaient tandis que le second hésitait à passer les commandes de sa société.

Un gouffre financier à vocation scientifique

En 1961, peu avant la mort d'Herman Brown, Brown & Root s'était engagé dans un très ambitieux projet de forage d'un puits à une profondeur exceptionnelle, qui devait percer le mystère de la couche de la croûte terrestre située à près de dix kilomètres sous terre. À l'origine du projet baptisé « projet Mohole », la National Science Foundation s'inspire des travaux du savant yougoslave Andrija Mohorovicic, qui a découvert cette zone de la croûte terrestre encore inexplorée, appelée la « moho ». Les seuls endroits où l'épaisseur de la croûte terrestre permettent de creuser un tel puits étant situés sous des eaux profondes, il faut déployer un impressionnant dispositif flottant afin d'y parvenir.



Projet Mohole
Plateforme de forage.

Brown & Root soumet son offre au dernier moment, à la grande surprise de la National Science Foundation car elle n'a qu'une maigre expérience en forage offshore et peu de personnel qualifié. Le devis de Brown & Root est d'ailleurs saturé en références marketing et ne s'étend guère sur sa réalisation technique. Pourtant son offre parvient à se classer en cinquième position lors de la première évaluation, loin derrière celle de Socony Mobil qui selon le comité « *sort véritablement du*

lot ». L'avis du House Appropriations

Committee, qui accorde les fonds à la National Science Foundation pour le projet, doit déterminer l'attribution finale. Par chance pour Brown & Root, le président du comité n'est autre que le représentant texan Albert Thomas, membre du « Groupe de la Suite 8F » qui a largement profité des largesses de Brown & Root, notamment après la construction de la base de Corpus Christi. Lorsque celui-ci apprend que Brown & Root est dans la course, il ne lui en faut pas plus ; l'offre de son bienfaiteur est retenue avec un commentaire de Thomas pour la qualifier : « *une œuvre d'art* ».

Le même scénario se répète ensuite inlassablement : de surcoût en surcoût, le budget initial de 15 millions de dollars enfle à vue d'œil pour atteindre finalement 125 millions de dollars. L'un des plus virulents critiques du projet est un jeune représentant de l'Illinois qui dénonce le rôle des contributions politiques dans l'attribution du contrat et demande l'arrêt complet du projet en plus du gel des crédits. C'est Donald Rumsfeld. Certes, le président Johnson demande au Sénat la réactivation du projet en 1965, mais il est déjà trop tard. Ironie de l'histoire, aujourd'hui Donald Rumsfeld jongle avec les arguments pour défendre le choix du Pentagone portant sur Brown & Root pour les contrats irakiens, face au parlementaire démocrate Henry Waxman.

Brown & Root laissera, avant de prendre un nouveau départ à l'étranger, une dernière trace de ses intrigues politiques sur le sol états-unien : le centre aérospatial de Houston (Texas). Albert Thomas et Lyndon Johnson, après avoir fait en sorte que le site de Houston soit retenu, placent une nouvelle fois Brown & Root en tête de la compétition pour réaliser ce qui deviendra le Johnson Manned Spacecraft Center.



Le Johnson Manned Spacecraft Center de Houston

Sous-traitance du massacre vietnamien

John Kennedy s'était engagé dans la guerre du Viet-Nam à reculons, sous la pression de ses conseillers militaires, de son vice-président Johnson et de la CIA. Suite à son assassinat, le « Groupe de la Suite 8F » [1], Brown & Root en tête, va profiter comme nuls autres de l'engagement croissant au Viet-Nam après que Johnson eût gonflé au maximum l'incident du Golfe du Tonkin.

L'envoi de troupes terrestres au Viet-Nam occasionne une avalanche de contrats pour la construction de bases, de pistes d'aviation, de ports et de ponts. En 1965, un an après l'engagement décidé par Johnson, Brown & Root s'allie avec trois autres géants de la construction et de la gestion de projets (Raymond International, Morris-Knudsen et J. A. Jones) pour former l'un des conglomérats civils de construction militaire les plus importants au monde, qui raflera pour plus de deux milliards de contrats « cost-plus » au Viet-Nam. Entre 1965 et 1972, Brown & Root en tire 380 millions de dollars de bénéfices. Comme récemment en Irak, la priorité est donnée à la rapidité d'exécution plutôt qu'au moindre coût ; les surcoûts se chiffrent donc en centaines de millions. À l'apogée de son activité sur place en 1967, Brown & Root est le plus gros employeur au Viet-Nam avec 51 000 hommes, souvent impliqués dans le marché noir et la spéculation monétaire. Le *New York Times* estime à l'époque que jusqu'à 40 % des milliards qui y sont dépensés sont volés, utilisés pour corrompre ou littéralement flambés. Le General Accounting Office mène une enquête qui conclue en 1967 que le consortium RMK-BRJ a perdu 120 millions de dollars durant ses cinq premières années d'activité au Viet-Nam. Aux yeux des pacifistes états-uniens, Brown & Root devient le symbole ultime des profiteurs de guerre, et George Brown sa plus parfaite incarnation. Pourtant, d'après Dan Briody, l'auteur de *The Halliburton Agenda*, George Brown déconseillait vivement à Johnson d'intensifier l'engagement états-unien dans le conflit, mais ce dernier n'en avait cure.

Le projet « Mohole », la base aérospatiale de Houston et la guerre du Viet-Nam ont fait de Brown & Root la plus grosse entreprise de construction états-unienne en dépit de sa nouvelle réputation. Lyndon Johnson meurt en 1973 et George Brown prend sa retraite en 1975. La fin des années 70 et les années 80 sont donc une période de déclin économique pour Brown & Root, qui a perdu son tracteur politique et voit en conséquence ses contrats gouvernementaux se tarir.

Kennedy et la Suite 8F

Avant même la mort de Johnson, Brown & Root trouve pourtant un nouveau poulain en la personne de John Connally, le directeur de campagne de Lyndon Johnson pendant des décennies, qu'elle intègre à son conseil d'administration. Il est aussi gouverneur du Texas pendant une bonne partie des années 60 avant de devenir proche conseiller de Richard Nixon. Mais ce n'est pas tout ; le nouvel homme de Brown & Root à Washington était assis à l'avant du véhicule de John F. Kennedy lorsque celui-ci fut abattu en novembre 1963, et travaillait au début des années 70 pour Vinson & Elkins, un puissant cabinet d'avocats fondé par James Elkins, un membre de la « Suite 8F ». Connally est nommé au poste de secrétaire au trésor par Nixon en 1971, et organise rapidement des rencontres entre le président et le « Groupe de la Suite 8F ». Chez Brown & Root, on se frotte déjà les mains à l'idée de voir Connally remplacer Spiro Agnew à la vice-présidence quand l'affaire du Watergate prend de l'ampleur. Mais l'ambiguïté politique de Connally, qui a rejoint le camp républicain sur le tard, lui attire les foudres du parti démocrate et en conséquence Nixon choisit finalement Gerald Ford. Un an plus tard, Nixon démissionne et se retire de la politique, emportant avec lui beaucoup de personnalités politiques proches de lui, dont Connally.



John Connally accueillant le couple Kennedy dans la voiture où JFK fut assassiné
22 novembre 1963.

1976 et 1977 seront des années noires pour Brown & Root, qui perd cinq de ses hauts cadres dans des circonstances pour le moins étranges. Quatre d'entre eux meurent en 1976 lorsque leur avion s'écrase à deux kilomètres de la piste d'atterrissage, et le président de la compagnie se suicide au beau milieu d'un procès portant sur une affaire d'entente illicite sur les prix entre Brown & Root et un compétiteur, J. Ray McDermott.

Travail au noir pour l'opération Iran-Contra

Vraisemblablement, cette période de vache maigre incite Brown & Root à se tourner vers d'autres activités, cette fois dans l'ombre et au cœur de l'affaire Iran-Contra. En 1977, la société est chargée de réceptionner l'héroïne et la cocaïne dans ses installations pétrolières du Golfe du Mexique, de la faire entrer aux États-Unis via la Nouvelle Orléans sur ses navires qui acheminent ensuite vers l'Iran les armes achetées grâce aux bénéfices de la vente de drogues [2]. Brown & Root a ainsi joué un rôle fondamental dans les transactions criminelles

qui ont permis à l'administration Reagan de gagner facilement les élections de 1980 et de financer nombre d'opérations spéciales que le Congrès refusait d'assumer.

Échec en Iran et retour aux sources avec l'Irak

Selon un traité signé en 1975 entre le Shah d'Iran et Saddam Hussein, le Shah avait cessé son soutien militaire officiel aux rebelles kurdes qui se battaient contre les troupes de Saddam Hussein dans le nord de l'Irak. En échange, le Shah bénéficiait d'un accès au passage maritime de Shat al-Arab et pouvait ainsi multiplier les bénéfices générés par ses exportations de pétrole. Pour ne pas perdre son précieux relais kurde, la CIA avait alors utilisé Brown & Root, qui menait des activités dans les deux pays et à proximité de Shat al-Arab, pour réarmer les kurdes. Toute l'opération avait été financée par l'héroïne [3].

Brown & Root profite de ses contacts à Téhéran et décroche, en 1977, 800 millions de dollars de contrats avec le gouvernement iranien pour la construction de deux bases navales dans le golfe d'Oman. Mais deux ans plus tard, le renversement du Shah par l'Ayatollah Khomeini l'oblige à quitter le pays en perdant 23 millions de dollars au passage. Son chiffre d'affaire s'effondre et sa main d'œuvre suit le mouvement. De 80 000 employés en 1979, elle passe à 20 000 en 1984. Elle se tourne en vain un moment vers le nucléaire, qui ne lui rapporte que davantage d'ennuis. Les cours du pétrole ne soufflent pas non plus dans sa direction ; en 1986, alors qu'ils baissent rapidement, la compagnie perd 6 millions de dollars par mois. La société-mère Halliburton en souffre également et divise sa force de travail par deux.

La seule chose qui peut alors sauver Halliburton est une guerre. Lorsque les troupes de Saddam Hussein envahissent le Koweït à l'automne 1990, une dizaine d'employés d'Halliburton qui n'avaient pas respecté les consignes d'évacuation sont pris au piège en Irak et faits prisonniers. Saddam Hussein les fait libérer au mois de décembre dans l'espoir de faire renoncer la coalition à son intervention, mais c'est peine perdue.

À l'issue de « l'Opération Tempête du désert », 740 puits de pétrole koweïtiens auraient été incendiés par les troupes irakiennes, gâchant 7 millions de barils par jour. Les autorités koweïtiennes, qui ont trouvé refuge de l'Arabie Saoudite jusqu'aux États-Unis, se démènent pour former une équipe qui éteindra les feux. Quatre groupes sortent du lot et se partagent ce marché : Red Adair, Boots & Coots, Wild Well Control (tous les trois de Houston) et les Canadiens de Safety Boss. Bechtel se charge du soutien logistique. Halliburton, qui met 60 hommes sur la mission, accuse par ailleurs des pertes s'élevant à 29 millions de dollars en raison de la guerre, mais en profite pour s'immiscer dans le volet nettoyage et reconstruction qui doit coûter quelques 200 milliards de dollars sur 10 ans. Brown & Root décroche pour sa part 3 petits millions de dollars de contrats pour l'évaluation des dégâts sur les bâtiments koweïtiens, qui seront multipliés par sept à la fin de leur réalisation, et revendique avoir éteint 320 puits.

Ces chiffres sont aujourd'hui contestés par un des avocats de Saddam Hussein, le Français Emmanuel Ludot. Selon lui, il n'y aurait eu qu'une centaine de puits incendiés et ils l'auraient été collatéralement par les bombardements états-

uniens. Les chiffres auraient été gonflés pour augmenter les dommages de guerre [4].

Modeste moisson en somme pour Halliburton, mais un président texan a lancé une guerre et lui a permis de reprendre place, pour la première fois depuis le Viet-Nam, parmi les contractants du gouvernement et de l'armée. Elle s'occupera ensuite de l'évacuation des troupes d'Arabie Saoudite ainsi que de l'acheminement des munitions depuis le Moyen-Orient vers d'autres régions du monde. L'explosion de la sous-traitance militaire qui fait suite à la première guerre du Golfe sera l'occasion pour Halliburton de se refaire une santé d'acier...

Brown & Root inaugure la « privatisation » de l'armée

La diminution annoncée des effectifs de l'armée U.S. à la fin de la Guerre froide et la promesse d'une « cagnotte de paix » au peuple états-unien, avec en parallèle la multiplication des petites interventions armées des États-Unis qui font souvent cavalier seul, encouragent la sous-traitance ou « privatisation de l'armée ». Ce concept contraste pourtant avec les idéaux mêmes les plus libertariens du pays, qui entendent généralement se débarrasser de l'État à l'exception de l'armée et de la police. Pourtant, depuis la première guerre du Golfe, le nombre de « contractants privés » employés sur ou autour du champ de bataille a été multiplié par dix.

Séduit par les performances d'Halliburton lors de la première guerre du Golfe et par la perspective de pouvoir déployer rapidement sa logistique de guerre lors de micro-conflits autour du monde, le Pentagone émet peu après cela un appel d'offre pour l'élaboration d'un rapport classifié à 3,9 millions de dollars, censé démontrer comment une firme privée peut apporter un appui logistique à l'armée lors de futurs conflits. Le rapport doit se pencher sur 13 « points chauds » de par le monde et détailler comment divers services allant de la construction de bases à l'alimentation des troupes y seraient organisés, avec 20 000 hommes déployés pendant 180 jours. Bien entendu, des 37 sociétés sollicitées par cet appel d'offre, c'est Halliburton qui décroche le gros lot, avec en prime, un peu plus tard, l'extension du rapport pour justifier de la faisabilité de l'attribution d'un contrat de soutien logistique à une seule et unique compagnie. Le rapport ainsi produit convainc le secrétaire à la défense Dick Cheney qu'une seule et même compagnie peut assumer ce rôle.

Devenu le standard pour ce type de contrat (connu sous le nom de LOGCAP, pour Logistics Civil Augmentation Program), celui qui fut élaboré à partir du rapport de Brown & Root sera également attribué d'emblée à Brown & Root pour une durée de cinq ans. Ce contrat standard a été utilisé depuis 1992 pour tous les conflits dans lesquels s'est engagée l'armée états-unienne, qui a déjà versé pour cela plusieurs milliards de dollars. Si les bénéfices qu'en tire Halliburton lors des premiers conflits sont somme toute modestes (Somalie : 109,7 millions \$; Rwanda : 6,3 millions ; Haïti : 150 millions), l'armée est rapidement devenue dépendante des services de la firme, et beaucoup de soldats témoignent du fait que la société texane leur rend la vie plus facile dans les bases. Forte de ce monopole qui va croissant, Halliburton publie des

résultats globalement satisfaisants jusqu'en 1995 et l'arrivée de Dick Cheney à sa direction.

Le nouvel homme d'Halliburton à Washington

Après avoir quitté son bureau du Pentagone en 1993 pour laisser la place à l'administration Clinton, Dick Cheney rejoint l'**American Enterprise Institute** qui planche d'ores et déjà sur le « changement de régime » en Irak. Il envisage un moment de s'engager dans la course à la présidentielle de 1996, mais finit par jeter l'éponge, constatant que son charisme n'est pas à la hauteur du défi et craignant que le lesbianisme affiché de sa fille ne le discrédite auprès de l'électorat puritain. C'est lors d'une partie de pêche dans le New Brunswick que les amis chefs d'entreprise de Cheney, qui gambergent sur un nouveau PDG pour Halliburton, décident qu'il est l'homme de la situation malgré son inexpérience totale dans le secteur pétrolier. Ses contacts permettront effectivement à Brown & Root de facturer plus de 2 milliards de dollars au gouvernement états-unien entre 1995 et 2000.



Camp Bondsteel, Kosovo, mars 2000

Un exemple des travaux réalisés par Brown & Root durant cette période est le camp Bondsteel en Croatie, la plus grande et coûteuse base U.S. depuis le Vietnam, où Brown & Root a construit des routes, une centrale électrique, un système d'approvisionnement en eau et d'égoûts, des logements, un hélicoptère, une clôture de protection gardée ainsi qu'un centre de détention. Cette base se trouve incidemment sur le tracé du pipe-line transbalkanique AMBO (Albanian-Macedonian-Bulgarian Oil), dont Brown & Root a aussi élaboré la plan de faisabilité.

Une pluie de contrats LOGCAP a irrigué les comptes d'Halliburton dès l'arrivée de Cheney à sa tête, bondissant d'une valeur totale de 144 millions de dollars en 1994 à plus de 423 millions en 1996. En 1999, l'armée dépensait près d'un milliard de dollars par an pour les travaux d'Halliburton rien que dans les Balkans.

En septembre 1998, Halliburton finalise un accord pour racheter la compagnie Dresser Industries et devient ainsi la plus grande société d'équipements pétroliers au monde. Par la même occasion elle prend le contrôle de deux filiales de Dresser qui commercent avec l'Irak dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture », Dresser-Rand et Ingersoll Dresser Pump Co.. Ces deux filiales signent pour 73 millions de dollars de contrats pour la production de pétrole durant la présidence de Cheney à Halliburton, ce qui n'empêche pas

Cheney d'affirmer pendant la campagne Bush-Cheney 2000 qu'il a une « politique intangible » lorsqu'il s'agit de faire des affaires avec l'Irak, tout en admettant des liens commerciaux avec l'Iran et la Lybie. Il reconnaîtra peu de temps après les liens de Dresser avec le programme, mais prétendra ne pas avoir été au courant.

Aujourd'hui, Halliburton se taille une fois de plus une bonne part du gâteau irakien et pour cela elle peut évidemment remercier Dick Cheney. Même le sabotage des oléoducs lui est profitable ; elle importe en effet du pétrole dans ce pays qui possède pourtant les deuxièmes réserves au monde, pour un coût de 6 millions de dollars par jour. Fin 2003, on estimait que la restauration de l'industrie pétrolière irakienne et la logistique de l'armée états-unienne, opérées par Halliburton, coûteraient un total d'environ 2 milliards de dollars au gouvernement états-unien. Il s'agit bien entendu d'un montant qui enfle avec le temps, comme à l'accoutumée. Via sa filiale de soutien logistique militaire et de mercenariat Kellogg Brown & Root, Halliburton se nourrit ainsi directement de la destruction occasionnée par les guerres impériales, puis reconstruit l'infrastructure pétrolière à l'endroit du monde où le pétrole génère le plus de profits. Cette société incarne le processus que Rosa Luxembourg décrivait il y a un siècle : « *L'impérialisme est l'expression politique du processus de l'accumulation capitaliste se manifestant par la concurrence entre les capitalismes nationaux autour des derniers territoires non capitalistes encore libres du monde.* » [5].

Arthur Lepic

Cet article est le second d'une enquête en deux volets. Le premier, [Halliburton ou le pillage de l'État](#) exposait l'ascension fulgurante de la petite société créée au début du siècle dernier, en plein essor de l'industrie pétrolière.

[1] De nombreux auteurs ont documenté que les membres du « Groupe de la Suite 8F » du Lamar Hotel ont comploté pour faire assassiner John F. Kennedy. La version officielle veut qu'ils n'aient pas eu le temps de mener leur plan à exécution et qu'ils aient été doublés par un marginal, Lee Oswald.

[2] « *The Bush-Cheney drug empire* », par Michael C. Ruppert, From The Wilderness, 24 octobre 2000. M. Ruppert a livré le même témoignage de premier plan à la Commission du renseignement du Sénat lors des auditions sur l'affaire Iran-Contra, ainsi que devant la Commission Kerry pour la même affaire. L'absence de suites lui a fait conclure que John Kerry lui-même était chargé en tant que président de cette commission d'étouffer l'affaire. Son succès dans cette mission, attesté par la présence aujourd'hui de la plupart des acteurs d'Iran-Contra au sein de l'administration Bush fils, lui aurait donc valu la confiance définitive de l'élite politico-économique.

[3] Paul Jabber témoignera formellement de cela devant Michael Ruppert en 1983, alors qu'il occupe le poste de professeur de science politique à l'Université de Los Angeles. En 1983, il quitte cette université pour devenir vice-président de la Banker's Trust et président du département Moyen-Orient au [Council on Foreign Relations](#).

[4] *Saddam Hussein, présumé coupable* par Me Emmanuel Ludot, Carnot éd., 2004.

[5] « L'accumulation du capital », Rosa Luxembourg, 1913.

Les recettes de propagande anti-irakienne resservent au Soudan

Analyse

James Dobbins, directeur de la Rand Corporation, se félicite dans le *New York Times* de ce que l'administration Bush vienne de réaffecter les crédits de reconstruction de l'Irak. Désormais, ils seront prioritairement utilisés à la sécurité, à l'emploi et aux services sociaux et non plus à la reconstruction des infrastructures et à l'instauration de l'économie de marché. Il aurait, en fait, fallu commencer par là pour éviter le chaos et l'insurrection. Ca tombe bien : il s'agit-là des domaines pour lesquels la Rand Corporation et les firmes qui la possèdent sont prêtes à intervenir.

Un autre marché s'ouvre en perspective : la guerre contre le Soudan. Ainsi, les néo-conservateurs William Kristol et Vance Serchuk plaident dans le *Washington Post* pour que les États-Unis interviennent au Darfour, comme le président Bush l'a suggéré devant l'Assemblée générale de l'ONU. Ils justifient cette ingérence par deux arguments. Le premier est celui du « génocide des Noirs par les Arabes », qui a été réfuté par la communauté internationale, mais qui est « porteur » aux États-Unis en période électorale. Le second est celui de l'usage par Khartoum contre sa propre population des armes de destruction massive irakiennes qui auraient transité par la Syrie. Il permet de trouver une excuse valable pour ne pas avoir trouvé ces armes en Irak et pour ne jamais les retrouver, même si elles n'ont pas existé. Observons que les deux auteurs créditent leur accusation en citant le quotidien allemand *Die Welt*. Mais, si l'on

se reporte à l'article original, celui-ci source son information en citant des services secrets de la Coalition. Il s'agit-là d'un procédé classique de « blanchiment de l'information ». Pour éviter de s'appuyer une nouvelle fois sur un rapport bidon de la CIA, l'Agence organise une fuite à l'étranger que l'on reprend en oubliant la source originelle.

Kenneth Roth, directeur de Human Rights Watch, critique dans le *Boston Globe* la manière dont l'administration Bush lutte contre le terrorisme. Il serait plus efficace d'agir de manière multilatérale, comme le préconise Kerry. Mais, il serait mieux encore de s'attacher à défendre les Droits de l'homme plutôt que les dictatures, comme le propose George Soros, mécène de l'ONG.

Ce point de vue ne risque pas d'être entendu en matière de lutte à l'étranger alors qu'il ne l'est pas pour ce qui est de l'anti-terrorisme aux États-Unis mêmes. Daniel Pipes tourne en dérision un rapport d'Amnesty International. L'organisation de défense des Droits de l'homme s'est indignée de ce que les forces de l'ordre aux États-Unis mènent la lutte anti-terroriste au faciès, soupçonnant a priori 32 millions d'arabes et de musulmans. Mais, écrit le propagandiste dans le *Jerusalem Post*, loin d'être une erreur, cette discrimination est le signe d'une bonne gestion. Il ne sert à rien, en effet, de surveiller identiquement les citoyens non-musulmans qui, par définition, ne peuvent être des islamistes terroristes. Il faut donc admettre que ces désagréments sont le prix à payer dans cette guerre.

Le mensonge a parfois des limites. On peut regretter que l'on ait conduit une guerre contre l'Irak pour détruire des armes qu'il n'avait pas et que l'on laisse ses agresseurs développer leurs propres armes de destruction massive.

À ce propos, les sept ministres des Affaires étrangères d'Afrique du Sud, du Brésil, d'Égypte, d'Irlande, du Mexique, de Nouvelle-Zélande et de Suède appellent, dans l'*International Herald Tribune*, au respect du Traité de non-prolifération nucléaire. Or, si l'on se focalise aujourd'hui sur l'interdiction faite à de nouveaux États de se doter de la bombe atomique, on oublie un volet essentiel du dispositif : le désarmement des actuelles puissances nucléaires. Enfin, Dan Plesch souligne dans le *Guardian* que la procédure d'impeachment contre Tony Blair a déjà recueilli de nombreux soutiens parlementaires. Ce qui paraissait inimaginable, il y a quelques mois, devient possible. Il ne faut donc pas se décourager en chemin, mais persévérer car ce dossier est bien étayé.

Réseau Voltaire

James Dobbins

James Dobbins est directeur de la Rand Corporation. Il a été l'envoyé spécial de l'administration Bush en Afghanistan et il avait supervisé auparavant les opérations de maintien de la paix au Kosovo, en Bosnie, en Haïti et en Somalie.

« La sûreté en priorité »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Safety First », par James Dobbins, *New York Times*, 22 septembre 2004.

« Iraq aid : Putting the money into safety first » *International Herald Tribune*, 23 septembre 2004.

La semaine dernière, l'administration Bush a annoncé son intention de changer la façon dont 20 % des 18,4 milliards de dollars promis à l'Irak seront dépensés. L'argent qui devait servir à la reconstruction des infrastructures sera utilisé pour la sécurité, celui prévu pour le développement de capital pour la génération d'emploi et celui des constructions physiques ira aux projets sociaux. Si nous avions agi ainsi dès le début, nous n'aurions pas connu les mêmes difficultés en Irak.

Nous n'aurions pas dû perdre de vue que l'objectif d'une reconstruction est de rendre le pouvoir le plus vite possible à un gouvernement local responsable et représentatif. Dans un pays comme l'Irak, la première des priorités est de rétablir la sécurité, puis de reconstruire les structures locales de gouvernance, de créer ensuite un environnement où le commerce de base peut avoir lieu, de promouvoir les réformes politiques et l'émergence d'une société civile et enfin de rétablir les services publics (routes, électricités, eau, téléphone). Cette dernière catégorie d'action se fait en dernier car elle prend du temps et elle coûte cher. L'administration a choisi de confier la reconstruction au **Pentagone** et celui-ci a pensé la reconstruction comme on installe une base militaire : privilégiant les infrastructures par rapport aux structures sociales, ils s'appuyèrent plus sur les sous-traitants États-Uniens que sur des Irakiens, donnèrent la priorité aux services et oublièrent les leçons du passé et des précédentes reconstructions de pays.

Vance Serchuk, William Kristol

Vance Serchuk est assistant de recherche à l'American Enterprise Institute.



William Kristol (Le 6 de cœur du régime Bush) est rédacteur en chef de *Weekly Standard*. Il est président du Project for the New American Century.

« Mettre fin au génocide maintenant »

Source : Washington Post

Référence : « End the Genocide Now », par William Kristol et Vance Serchuk, *Washington Post*, 22 septembre 2004.

Hier, à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, **George W. Bush** a demandé au gouvernement soudanais de cesser les massacres au Darfour, réitérant ainsi les déclarations de **Colin Powell** qui parlait de génocide. **Kofi Annan** a condamné Khartoum pour la violence et le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 1564, mais le carnage continue. Cela continuera très certainement d'ailleurs si les États-Unis ne prennent pas la direction des opérations. C'est une leçon dont nous devrions nous souvenir après les crises dans les Balkans, au Rwanda et en Irak.

L'ONU est faible, lente et quand les États-Unis attendent une action de sa part, ils deviennent aussi faibles et lents. Les États-Unis finiront par agir, mais quand ? Ni Bush, ni **John Kerry** ne laisseront se produire un autre génocide en Afrique en une décennie. Les États-Unis ont fait tout ce qui était possible diplomatiquement pour résoudre la crise menaçant Khartoum et en cela se dégage un consensus bipartisan. Il faut en finir avec les menaces et agir. Après tout, en plus d'impératifs humanitaires, les États-Unis ont un intérêt stratégique au Soudan : Khartoum est l'un des sept États qui soutient le terrorisme et il a des contacts avec tous les groupes terroristes de la région. Al Qaïda y fut même basé dans les années 90. Ce mois-ci, *Die Welt* a rapporté que la Syrie et le Soudan ont collaboré pour développer des armes chimiques et elles ont pu être utilisées contre les civils au Darfour. Frapper Khartoum, c'est donc frapper un coup dans la guerre au terrorisme. Pour cela, il faudra des troupes et certaines devront être américaines.

Il est évident qu'au moins deux membres du Conseil de sécurité de l'ONU opposeront leur veto à une résolution demandant des actions militaires contre le Soudan : la Chine a des intérêts pétroliers dans le pays et le Soudan achète des Mig russes. Il faut préparer une coalition des bonnes volontés pour agir au Soudan.

Kenneth Roth



Kenneth Roth est directeur exécutif de Human Right Watch.

« Les Droits de l'homme dans la guerre au terrorisme »

Source : The Boston Globe

Référence : « Human rights in the war on terror », par Kenneth Roth, *The Boston Globe*, 22 septembre 2004.

Dick Cheney a affirmé que John Kerry voulait plus de sensibilité à l'égard d'Al Qaïda. Quand le candidat démocrate a demandé une guerre au terrorisme plus " sensible ", il voulait dire plus attentive aux autres nations. Toutefois, bien que Kerry semble davantage concerné par les relations diplomatiques, il a montré une volonté de sacrifier le respect des règles internationales à l'efficacité dans la guerre au terrorisme. Pourtant, une campagne contre le terrorisme plus à l'écoute des autres nations, mais aussi des valeurs qu'elles partagent, permettrait d'accorder une plus grande attention aux droits humains internationaux et aux lois humanitaires, mais l'administration Bush agit comme si ces contraintes ne s'appliquaient pas à elle.

Cette attitude ne nous a pas mis plus en sécurité, elle nous fait même courir davantage de risques car cela encourage le terrorisme. Il faut décourager ceux qui pourraient être tenté par le terrorisme en leur donnant d'autres moyens d'exprimer leurs préoccupations politiques. Cela signifie qu'il faut ouvrir les systèmes politiques de pays comme l'Égypte ou l'Arabie saoudite. Il faut également développer une culture des Droits de l'homme dans ces pays et cela n'est pas possible si la lutte antiterroriste bafoue ces mêmes Droits de l'homme. L'administration Bush a reconnu, rhétoriquement, la nécessité de promouvoir la démocratie mais elle préfère traiter avec des agences de sécurité coopérative plutôt qu'avec des démocraties. Elle a ainsi toujours soutenu Pervez Musharraf. Kerry non plus ne semble pas avoir retenu la leçon, mais sacrifier les droits à la sécurité nous met en péril.

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et

« Le prix de la guerre »

Source : Jerusalem Post

Référence : « The price of war », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 22 septembre 2004.

Amnesty International, dans un récent rapport, affirme que dans des affaires criminelles les forces de l'ordre aux États-Unis soupçonnent des personnes en fonction de leur race, leur religion, leur pays d'origine, leur ethnie ou leur appartenance religieuse, et cette pratique toucherait 32 millions de personnes aux États-Unis. Le rapport estime qu'une telle attitude sape la sécurité

auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

nationale. Les forces de l'ordre nient catégoriquement de tels comportements mais je suis d'accord avec Amnesty : ces pratiques existent. J'ajouterais même qu'elles permettent d'arrêter des personnes suspectées de terrorisme en les qualifiant de " témoins matériels ".

Prenons le cas d'Abdullah al Kidd, un américain converti à l'islam. Il a été interrogé pendant deux semaines par les forces de l'ordre en tant que témoin matériel, avant d'être libéré. Pour le FBI, il a été arrêté pour trois raisons : son site internet précisait qu'il était intéressé par l'étude du jihad, il avait acheté des cassettes et des livres de scheiks radicaux et il possédait une vidéo sur les attentats du 11 septembre. Personnellement, étant que spécialiste de l'islam militant, on peut trouver chez moi les mêmes indices... mais comme je ne suis pas musulman, on ne m'a pas inquiété. Kidd a été retenu parce qu'il était musulman et il n'est pas le seul. Le 12 septembre 2001, deux musulmans indiens ont été arrêtés et ils n'ont été relâchés qu'un an plus tard. On pourrait en citer beaucoup d'autres et Anyana Mulhotra, de l'American Civil Liberties Union, a remarqué que sur les 57 personnes arrêtées comme " témoins matériels ", tous sauf un étaient musulmans.

Toutefois, comme l'a fait remarquer la **Commission d'enquête sur le 11 septembre** dans son rapport, le terrorisme islamique est une menace catastrophique pour les États-Unis. Il serait idiot par conséquent de consacrer plus de temps aux non-musulmans qu'aux musulmans. Amnesty a oublié de noter que ces mesures ont permis des arrestations de terroristes. L'objectif de cette organisation est de défendre les libertés civiles, pas les citoyens contre le terrorisme islamique. Pour ma part, je me soucie plus d'une action de mégaterrorisme que d'une personne détenue. Les gouvernements doivent cesser de nier la façon dont ils fondent leurs soupçons sur les individus.

sept ministres des Affaires étrangères

Celso Amorim est ministre des Affaires étrangères du Brésil, Ahmed Ali Aboul Gheit d'Égypte, Brian Cowen d'Irlande ; Luis Ernesto Derbez Bautista du Mexique ; Phil Goff de Nouvelle Zélande, Nkosazana Dlimini-Zuma d'Afrique du Sud et Laila Freivalds de Suède.

« La non prolifération et le désarmement vont de paire »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Nonproliferation and disarmament go hand in hand », par sept ministres des Affaires étrangères, *International Herald Tribune*, 22 septembre 2004.

Il y a sept ans, les ministres des Affaires étrangères de nos sept pays se rassemblaient dans une coalition demandant à ce que les armes nucléaires n'aient plus de place dans le nouvel ordre mondial. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation où il est plus impératif que jamais d'organiser un désarmement nucléaire. Nous courrons en effet le risque que ces armes tombent dans les mains de terroristes. La non prolifération est vitale mais elle n'est pas suffisante sans le désarmement, sous peine de voir renaître la course aux armements.

Le traité de non prolifération prévoyait que les pays signataires non-nucléaires n'essayent pas d'acquérir de telles armes et que les pays nucléaires désarment. Cet engagement a été renouvelé en 2000 mais cela a eu peu d'effets. Il y a même aujourd'hui des signes alarmants allant dans le sens contraire. Les États-Unis

ont retiré leur soutien au traité d'interdiction et la Chine a repoussé sa ratification. Au lieu d'éliminer ces armes, certaines puissances veulent en tester des nouvelles. La Russie estime aujourd'hui qu'elle pourrait mener des frappes préventives nucléaires contre un État non-nucléaire. Au lieu de détruire leurs armes, les États-Unis et la Russie les stockent. Dans ces conditions, d'autres pays pourraient être tentés d'en acquérir.

Il faut respecter le traité de non-prolifération en vigueur et ratifier le traité d'interdiction des tests nucléaires. Il faut aussi mettre en place un traité interdisant la production de composants d'armes nucléaires tels que l'uranium enrichi ou le plutonium.

Dan Plesch



Dan Plesch est chercheur au Royal United Services Institute for Defence Studies et auteur de *The Beauty Queens' Guide to World Peace*.

« Le dossier en faveur de l'impeachment »

Source : The Guardian

Référence : « The case for impeachment », par Dan Plesch, *The Guardian*, 22 septembre 2004.

La tentative de lancer une procédure d'Impeachment contre **Tony Blair** pour sa mauvaise conduite concernant l'Irak démontre l'intérêt d'utiliser l'histoire de notre démocratie comme un instrument pour préserver la liberté aujourd'hui. L'idée a d'abord été soutenue par **Adam Price** seul, puis par son parti, le Plaid Cymru, puis par le Scottish National Party, puis par les Verts et 20 députés en leur nom propre.

Ce dossier est de plus en plus consistant et il repose sur les points suivants :

- ▶ **Tony Blair** a fait des affirmations dont on sait qu'elles étaient déjà contredites par les faits à l'époque où elles ont été prononcées.
- ▶ Toutes personnes raisonnables peuvent conclure que ce sont ces affirmations qui ont conduit le pays à la guerre.
- ▶ Traditionnellement, un ministre qui commet ce type de faute doit démissionner.
- ▶ Deux ministres ont dû démissionner récemment pour des fautes moins lourdes.
- ▶ Blair reste en poste et refuse même une enquête sur sa conduite.
- ▶ Faute de réaction, cela créera un précédent dangereux pour la démocratie.
- ▶ Une autorité en matière constitutionnelle, Ershine May, a estimé qu'en dernier recours, l'impeachment était une possibilité.

La majorité des travaillistes votera pour Blair mais il est possible de continuer à développer le débat, d'attirer le soutien des médias et, pourquoi pas, de renverser Blair.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .